



Victoire syndicale : les organisations patronales de la télédiffusion déboutées par le Conseil d'Etat

Le Syndicat National des Journalistes (SNJ), le Syndicat National des Journalistes CGT (SNJ-CGT), et l'Union syndicale Solidaires se félicitent de la décision rendue le 9 décembre dernier par le Conseil d'Etat qui aura des retombées positives pour l'ensemble de la profession de journaliste.

En rejetant plusieurs requêtes des employeurs du secteur de la télédiffusion contre des arrêtés du Ministère du Travail, le Conseil d'Etat a conforté la position constamment défendue par nos organisations qui sont intervenues dans cette procédure.

En substance, le Conseil d'Etat rappelle que, pour être applicable à l'ensemble des journalistes des entreprises des télévisions publiques et privées, un accord de branche étendu doit avoir été négocié et valablement signé par les représentants légitimes des journalistes, à savoir les organisations représentatives dans la convention collective des journalistes.

Les journalistes disposent d'une convention collective nationale spécifique, la CCNTJ. Les entreprises dans lesquelles ils travaillent relèvent de différentes formes de presse régies également par des accords valables sur des périmètres définis en termes d'activités économiques.

La formule des accords interbranches permet de dépasser d'éventuels conflits de compétences. Elle est à l'œuvre depuis des années en presse écrite, pour les agences de presse et dans le secteur de la radio. Le refus des employeurs du secteur de la télédiffusion d'adopter cette formule aura privé les journalistes salariés de ces entreprises, entre autres, du bénéfice d'une grille salariale conventionnelle.

Au-delà, cette position dogmatique des employeurs de la télédiffusion a pénalisé l'ensemble de la profession en retardant de plusieurs années l'installation de la CPPNI, la commission paritaire prévue par la loi pour faire évoluer la convention collective des journalistes.

Le SNJ, le SNJ-CGT et l'Union syndicale Solidaires appellent les organisations patronales à prendre acte de la décision et à en tirer les conséquences, non seulement dans leur secteur, mais qu'ils assument leurs responsabilités vis-à-vis de la profession dans son ensemble.

Il est temps qu'ils négocient avec les syndicats de journalistes de nouveaux droits, et que des solutions soient trouvées face à la précarisation de la profession, afin de rattraper le retard accumulé.

Paris, le 16 janvier 2026